



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## **RUSSIE : REGARDS VERS L'ORIENT**

Malik Dzhanaliev

(Doctorant au CERI-Sciences Po)

Le 15 septembre 2011, Alexeï Miller, le PDG de Gazprom, premier producteur mondial de gaz naturel, a signé un protocole d'accord avec le ministre nord-coréen du Pétrole, M. Kim Hui Yong. La validation de ce document est la première étape des négociations entre la Russie et la Corée du Nord pour construire un gazoduc d'une longueur totale de 1 100 km, qui acheminera le gaz naturel des gisements de Sibérie orientale jusqu'aux consommateurs sud-coréens, en passant par la Corée du Nord. Ce nouveau gazoduc viendra renforcer et compléter le dispositif d'exportation de gaz russe vers l'Orient qui a pour objectif d'atteindre dans un premier temps la Chine, puis les deux Corées. La Russie, qui aspire à se positionner comme un acteur important dans cette région, à l'instar des États-Unis et de la Chine, utilise depuis une dizaine d'années le canal traditionnel de sa diplomatie gazière pour

avertir ses partenaires occidentaux que si Bruxelles se fâchait un jour sur un dossier « épineux » tel que les élections libres, les droits de l'homme ou encore la corruption, les richesses naturelles de Sibérie trouveraient à s'écouler sur d'autres marchés. Moscou poursuit donc un double objectif : diversifier ses débouchés en s'ouvrant de plus en plus sur l'Orient mais aussi montrer à l'Europe que la Russie n'hésitera pas à privilégier des partenaires plus conciliants dans ses échanges commerciaux de matières premières.

Les marchés asiatiques, notamment chinois, sont convoités par les hommes d'affaires russes, de plus en plus nombreux à vouloir se tourner vers une Asie avide de matières premières. Ainsi, en août dernier, au VII<sup>e</sup> Forum économique de la région du lac Baïkal, Oleg Deripaska, actionnaire majoritaire du groupe EN+ et du géant de l'aluminium United Company RUSAL, a insisté sur l'importance de recentrer les priorités économiques russes sur ce continent. Selon ce chef d'entreprise, sixième fortune russe au palmarès 2011 du magazine économique *Forbes*, les autorités nationales devraient concentrer l'essentiel de leurs efforts, y compris financiers, sur le développement de la Sibérie. En effet, cette région est une véritable « piste de décollage » pour déployer une stratégie d'envergure pour la conquête des marchés asiatiques. « La jument avance dans la direction où est tournée sa tête », a-t-il déclaré lors de la séance de clôture du Forum, avant d'ajouter que « la tête de Moscou reste tournée vers l'Europe, ce qui n'aide pas à avancer vers l'Asie ». Pour lui, la Chine, premier consommateur mondial de matières premières, constitue pourtant la source de revenus la plus prometteuse sur le long terme. L'oligarque apprécié par le Kremlin répond-t-il à la volonté du pouvoir ou exprime-t-il simplement les besoins réels du monde des affaires russes ?

De nombreuses voix s'élèvent pour exiger de donner à la Chine la place qu'elle mérite, au-delà du seul secteur économique. Pékin séduit les experts russes dans des registres où la coopération entre les deux pays paraît disposer d'une importante marge de progression. Ainsi, il semblerait que Moscou entende désormais s'inspirer de l'Empire du Milieu en matière de... démocratie et de droits de l'homme, notamment pour gérer les enjeux liés à la diversité ethnique. Ce sujet préoccupe

beaucoup les autorités et génère de vives polémiques en Russie, renforcées encore récemment par plusieurs morts à la suite de rixes entre supporters d'équipes de football russes et ressortissants du Caucase du Nord.

Les 17 et 18 mai 2011, un atelier sur le multiculturalisme et la démocratie s'est tenu à Pékin. Il était organisé dans le cadre des rencontres préliminaires du Forum politique mondial de Iaroslavl, événement qui, chaque année, regroupe des acteurs de la société civile, des politiques et des intellectuels autour de questions d'actualité telles que la sécurité, la gouvernance ou les droits de l'homme. Le thème de l'événement, organisé depuis 2010 sous le haut patronage du président Dimitri Medvedev, était cette année le suivant : « L'État moderne à l'ère de la diversité sociale ». Quatre rencontres d'experts ont été organisées, en amont du Forum, dans différentes capitales (Madrid, Riga, Bruxelles et Pékin). La capitale chinoise a précisément été choisie par les organisateurs pour débattre des questions relatives au multiculturalisme. La raison officielle de la venue des experts russes à Pékin réside dans la similitude des problèmes existant dans les deux pays : les territoires rebelles tels que le Xinjiang ou le Tibet comme les républiques autonomes du Caucase du Nord connaissent une forte instabilité. Dans une interview accordée à la chaîne nationale Russie 24, Vladislav Inozemtsev, directeur scientifique du Centre d'études des sociétés post-industrielles et du comité exécutif du Forum, s'est dit « impressionné » par la façon « efficace » dont les Chinois gèrent la diversité ethnique. Il s'est également félicité de la convergence d'opinions entre les experts russes et leurs homologues chinois, tous d'accord pour considérer le modèle multiculturel européen révolu, inefficace et incapable de faire face au défi de la diversité dans les sociétés occidentales contemporaines. Se faisant écho de critiques virulentes dans l'espace public russe, les milieux académiques ont donc l'intention de s'inspirer des stratégies chinoises pour proposer des solutions aux problèmes liés à la diversité ethnique et religieuse. La réponse très « musclée » de la Chine aux émeutes tibétaines de 2008 ou à celles de la province ouïgoure du Xinjiang en 2009 qui ont fait des milliers de victimes et suscité une avalanche de critiques de la part des Européens ne perturbe pas la perception positive des experts russes.

Les sympathies sino-russes s'inscrivent dans le paradigme du donnant-donnant. Pour récompenser son voisin de l'attention bienveillante qu'il porte à son « modèle de démocratie », le Comité du Prix Confucius de la paix, « équivalent » chinois du prix Nobel, a été décerné le 16 novembre dernier à Vladimir Poutine pour la fermeté du Premier ministre russe envers le terrorisme, notamment durant la guerre de Tchétchénie en 1999. Cette récompense n'est pas un hasard, elle intervient au moment où l'appui du Kremlin donne de la crédibilité à la voie chinoise de la « démocratie » par opposition au modèle occidental.

La Russie, qui partage avec l'Occident un mode de vie mais aussi un héritage philosophique et politique, n'est pas pour autant parvenue à en adopter les pratiques de gouvernance. Elle se tourne à présent vers l'Orient où elle compte puiser idées et techniques qui lui permettront de répondre aux défis auxquels elle doit faire face. Les décideurs politiques n'hésitent plus désormais à assumer la part asiatique de leur identité. L'ouverture sur l'Orient, et notamment sur la Chine, doit permettre aux élites politiques russes de justifier, tant au niveau national qu'à l'échelle internationale, leurs méthodes de gouvernance. En associant experts et hommes d'affaires, soigneusement choisis, à son projet de société, le Kremlin se donne l'image d'un pouvoir à l'écoute des aspirations et des besoins de la société civile.